

Collectif national droits de l'Homme Romeurope :

ALPIL (*Action pour l'insertion sociale par le logement*) – AMPIL (*Action Méditerranéenne Pour l'Insertion sociale par le Logement*) – ASAV (*Association pour l'accueil des voyageurs*) – ASET (*Aide à la scolarisation des enfants tsiganes*) – Association de solidarité avec les familles roumaines de Palaiseau – CIMADE (*Comité intermouvements auprès des évacués*) – CLASSES (*Collectif Lyonnais pour l'Accès à la Scolarisation et le Soutien des Enfants des Squat*) – FNASAT-Gens du voyage – Hors la Rue – LDH (*Ligue des Droits de l'Homme*) – Liens Tsiganes – MDM (*Médecins du Monde*) – MRAP (*Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples*) – Mouvement catholique des gens du voyage – PROCOM (*Agence Européenne de Promotion et Communication*) – Rencontres tsiganes – RomActions – Réseau de soutien Roms de St Etienne – Romeurope Val-de-Marne – Une famille un toit 44 – URAVIF (*Union régionale des associations voyageurs d'Ile de France*) Et les Comités de soutien de Montreuil, du Nord-ouest parisien, de St Michel-sur-Orge ainsi que le Collectif de soutien aux familles roms du Val d'Oise et des Yvelines et le Collectif des sans papiers de Melun

COMMUNIQUE

Roms : Evitons de nouveaux drames !

Les deux Roms blessés dans l'incendie de leur bidonville à Saint Denis (93) mercredi 24 septembre témoignent à nouveau de façon dramatique des conditions de vie indignes et dangereuses dans lesquelles les autorités publiques cantonnent scandaleusement ces familles, les excluant du droit à un logement décent.

Le Collectif Romeurope dénonce depuis des années le sort réservé à ces quelques milliers de Roms, roumains et bulgares, qui survivent ainsi dans plusieurs grandes villes françaises, déplacés d'une commune à une autre au rythme des expulsions de leurs lieux de vie.

Avec Monsieur Barroso, lors du sommet européen sur les Roms du 16 septembre dernier qu'elle présidait au nom de la Présidence française de l'Union, Madame Boutin, ministre du logement, a reconnu la situation inacceptable que ces populations vivent depuis des décennies dans tous les pays d'Europe : racisme, exclusion, précarité, habitat indigne...

Au delà des beaux discours, il est urgent d'agir aussi en France, un pays qui est loin d'être exemplaire sur le sujet, le drame de Saint Denis en atteste. C'est pourquoi, le Collectif Romeurope demande au Gouvernement de passer aux actes concrets et que les préfets fassent enfin respecter les droits des Roms présents en France, comme pour n'importe quel autre citoyen européen. Des réponses adaptées en termes de relogement durable doivent être apportées sans discrimination ni sélection arbitraire.

Le droit à un logement digne et individuel ne saurait exclure les Roms !